

Harnessing potential of artificial intelligence critical for Africa's economy

Africa could expand its economy by a staggering \$1.5 trillion dollars by capturing just 10 percent of the speedily growing artificial intelligence (AI) market, set to reach \$15.7 trillion by 2030.

UN Under Secretary General and Executive Secretary of the Economic Commission for Africa (ECA), Vera Songwe, made the argument Thursday during the third Africa Regional Science, Technology and Innovation Forum (ARSTI2021), through ECA's Technology, Climate Change and Natural Resources Director, Jean-Paul Adam.

"AI growth can help in creating additional high value and decent jobs, diminish poverty, increase the productivity of firms, preserve the environment and foster better living conditions," she added.

"Research has shown that AI has the potential to solve some of the most pressing challenges facing Africa and drive sustainable development in agriculture, health, infrastructure, financial and public services and climate change," Songwe maintained.

ECA's Executive Secretary said the Republic of Congo, which is hosting the Forum in situ in Brazzaville and online, finds itself in a special subregion, blessed with natural capital, such as huge forests. However, these forests have been disproportionately depleted, in comparison to those of other parts of the world, partly due to climate change. Artificial intelligence, she argued, could enhance already



Opening ceremony

existing technologies which have been used to tackle COVID-19, to solve such climate change problems.

The imminent creation of an African Artificial Intelligence Research Centre in Brazzaville, Congo, with support from ECA, could give momentum to this new movement in Africa.

Léon Juste Ibombo, Congo's Minister of Posts, Telecommunications and Digital Economy, praised ECA for its background work towards establishing the Centre, which, he said, "demonstrates Africa is innovative and uninhibited."

According to Shamila Nair-Bedouelle, UNESCO's Assistant Director-General for Natural Sciences, it is such investments and strong partnerships for capacity building in science, technology and innovation which would accelerate the implementation of the Sustainable Development Goals (SDGs) in Africa.

"Innovation cannot be decreed; it is planned and designed!" enthused Arlette Soudan-Nonault, Minister of Tourism and Environment of the Congo.

"Africa therefore has no excuse to be absent from the big rendez-vous of innovation, which defines the 21st century," she warned, adding that university dons, economists and industrialists must come together to lead today's learners into this exciting world.

In such a world, "the STI that we teach will determine what our continent will become," echoed – Amon Murwira, Minister of Higher and Tertiary Education, Innovation, Science and Technology Development, Zimbabwe.

"Our industry must emerge from our classrooms and laboratories," supported by the correct educational system design and framework which no longer teach

Exploiter le potentiel de l'Intelligence artificielle, essentiel pour l'économie africaine

L'Afrique pourrait développer son économie d'un montant stupéfiant de 1 500 milliards de dollars en n'obtenant que 10% du marché de l'Intelligence artificielle (IA) en croissance rapide, qui devrait atteindre 15 700 milliards de dollars d'ici 2030.

La Secrétaire générale adjointe de l'ONU et Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Vera Songwe, fait valoir ce jeudi, lors du troisième Forum régional africain sur la science, la technologie et l'innovation (ARSTI2021), par le biais du Directeur de la Division de la technologie, du changement climatique et des ressources naturelles, de la CEA, Jean-Paul Adam.

« La croissance de l'IA peut aider à créer des emplois décents supplémentaires et de grande valeur, réduire la pauvreté, augmenter la productivité des entreprises, préserver l'environnement et favoriser de meilleures conditions de vie », ajoute-t-elle.

« La recherche a montré que l'IA a le potentiel de résoudre certains des défis les plus urgents auxquels l'Afrique fait face et de stimuler le développement durable dans les domaines de l'agriculture, de la santé, des infrastructures, des services financiers et publics et du changement climatique », affirme Songwe.

La Secrétaire exécutive de la CEA déclare que la République du Congo, qui accueille le Forum en présentiel à Brazzaville et en ligne, se trouve dans une sous-région spéciale, dotée d'un capital naturel, comme les immenses forêts. Cependant, ces forêts ont été épuisées de manière disproportionnée par rapport à celles d'autres régions du monde, en partie à cause



Vera Songwe, Secrétaire générale adjointe de l'ONU et Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique ; Ministre Juste Léon Ibombo, Congo ; Ministre Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, Congo; et Minister Arlette Sound-Nonault, Congo.

du changement climatique. L'Intelligence artificielle, fait-elle valoir, peut améliorer les technologies déjà existantes qui ont été utilisées pour lutter contre la COVID-19, afin de résoudre ces problèmes de changement climatique.

La création imminente d'un Centre africain de recherche sur l'Intelligence artificielle, à Brazzaville, au Congo, avec le soutien de la CEA, peut donner un élan à ce nouveau mouvement en Afrique.

Léon Juste Ibombo, Ministre congolais des postes, des télécommunications et de l'économie numérique, félicite la CEA pour son travail de fond en vue de la création dudit Centre, qui, dit-il, « démontre que l'Afrique est innovante et décomplexée ».

Selon Shamila Nair-Bedouelle, Directrice générale adjointe de l'UNESCO pour les sciences naturelles, ce sont ces investissements et de solides partenariats pour le renforcement des capacités en Sciences, technologie et innovation qui accéléreront la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) en Afrique.

« L'innovation ne se décrète pas ; elle est planifiée et conçue » ! s'enthousiasme Arlette Soudan-Nonault, Ministre du tourisme et de l'environnement du Congo.

« L'Afrique n'a donc aucune excuse pour être absente du grand rendez-vous de l'innovation, qui définit le 21ème siècle », met-elle en garde, ajoutant que les universitaires, les économistes et les industriels doivent se rassembler pour conduire les apprenants d'aujourd'hui dans ce monde passionnant.

Dans un tel monde, « les STI que nous enseignons détermineront ce que notre continent deviendra », confirme Amon Murwira, Ministre de l'enseignement supérieur, de l'innovation, du développement des sciences et des technologies, du Zimbabwe.

« Notre industrie doit émerger de nos salles de classe et de nos laboratoires », soutenue par une conception et un cadre de système éducatif corrects qui n'enseignent plus aux élèves « où ils obtiennent les choses mais comment les fabriquer », insiste-t-il, en citant la philosophie de « l'éducation 5.0 ». La philosophie est séquencée sur (i) l'enseignement, (ii) la recherche, (iii) la sensibilisation communautaire, (iv) l'innovation et (v) l'industrialisation.

Il appartient donc à l'Afrique de relever ce défi de mieux investir rapidement et accorder un intérêt aux

Des jeunes africains créent des logiciels grâce à un bootcamp de l'ONU



Les élèves du bootcamp en classe

Le troisième Forum régional africain des sciences, technologies et innovations (FRASTI3) s'est achevé le 26 février 2021 sur place dans la capitale congolaise et en ligne, a permis à plusieurs jeunes africains, parmi 200 prenant part dans un camp d'entraînement (dit bootcamp), de créer des projets de logiciels et imprimer des objets en 3D.

Ils ont appris des techniques de base sur les Sciences, technologies et innovations (STI), l'intelligence artificielle et la robotique.

Convaincus que les jeunes africains s'intéressaient plus aux sciences sociales, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), l'UNESCO, et ses partenaires ont initié le Bootcamp pour susciter la vocation scientifique et technologique chez les jeunes.

Il est question de procurer plus de connaissances à ces jeunes pour leur permettre de trouver (facilement) des créneaux professionnels dans le futur, selon Vera Songwe, Secrétaire-générale adjointe des Nations Unies et Secrétaire exécutive de la CEA.

« Les sessions sur les STI restent importantes pour les filles et les garçons, car s'ils sont ceux qui demain découvriront un remède efficace contre la malaria, cela aiderait tout le continent », a-t-elle estimé.

Mme Songwe a encouragé les échanges entre les institutions de

savoir et les universités africaines pour mobiliser tout le continent autour de la question des STI.

Lors du Bootcamp, quatre jours durant, les jeunes innovateurs issus essentiellement des lycées et universités africaines, ont lié la théorie à la pratique.

À l'issue de la formation, nombreux ont réussi à créer des logiciels et imprimer des objets en 3D.

« Je suis aujourd'hui capable de créer un logiciel big data qui permet la gestion des données téléphoniques, bancaires, Internet et autres », a témoigné Claude Candide Moukala, étudiant en Master 2 mathématiques.

Harnessing potential of artificial intelligence... (cont. from page 1)

es students about "where they get things but how to make things," he insisted, as he cited his country's 'Education 5.0' philosophy. The philosophy is sequenced on (i) teaching, (ii) research, (iii) community outreach, (iv) innovation and (v) industrialisation.

It is therefore up to Africa to take up this challenge of rapidly improving investments and attention to STIs, hinged upon its endowments in nature and biodiversity – "our surest guarantee" – said Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, Minis-

La formation des jeunes en STI est aussi essentielle pour Salah Khaled du Bureau Afrique centrale de l'UNESCO pour qui, « le Bootcamp permet de regrouper les jeunes pour leur donner des pré-requis. L'idée à terme est de susciter auprès de ces jeunes un engagement pour les métiers de la science afin qu'ils deviennent des ambassadeurs des STI dans leurs environnements respectifs ».

Le Congo a abrité la troisième édition du FRASTI après le Maroc en 2019 et le Zimbabwe en 2020. Le pays va présider ce Forum jusqu'en 2022.

Le gouvernement congolais a salué les efforts des partenaires, notamment la CEA et l'UNESCO pour leur implication dans la formation à la STI des jeunes qui représentent l'avenir du continent africain.

Pour Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, Ministre congolais de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, « les STI sont appelées à jouer un rôle déterminant dans la création des conditions propices à la transition rapide de nos pays vers le statut de pays émergents et qu'elles constituent une force motrice pour concrétiser les Objectifs du Développement Durable ». ■

ter of Scientific Research and Technological Innovation of Congo, and incoming Chair of the Forum.

ARSTI2021 featured several debates and breakout sessions to follow-up and review progress made since the first two sessions of 2019 and 2020.

By the time the Forum ended, participants had identified potential mechanisms and measures that African countries can deploy to leverage STIs for achieving the Sustainable Development Goals and the Aspirations of Agenda 2063. ■

ARFSD side event focuses on how Africa can manufacture to meet its own pharmaceutical needs

Side events for the seventh Session of the African Regional Forum for Sustainable Development (ARFSD) kicked off virtually Thursday with the Economic Commission for Africa (ECA) hosting one on the African Continental Free Trade Area-anchored Pharmaceutical Initiative focusing on lessons learnt and experiences in the continent's quest to manufacture and meet its own pharmaceutical needs.

The initiative was launched in November 2019 with the aim of improving the accessibility, quality, and safety of medicines and medical products in Africa. The side event was moderated by the Chief of the Regional Integration Section at the ECA, Mr. Francis Ikome, who underlined that "we cannot aspire to achieve the sustainable development goals (SDGs) and Agenda 2063 if the population of Africa is unhealthy."

In his welcome remarks, Mr. Stephen Karingi, Director of the Regional Integration and Trade Division, said the main objective of event was to share key lessons and experiences which demonstrate a demand gap by women and offers business opportunities for the private sector through the aggregation of African countries into a single market by the African Continental Free Trade Area (AfCFTA).

For her part, Ms. Jane Karonga, an Economic Affairs Officer with the ECA, said the aim of the pharma initiative was to promote sustainable social and economic growth through the realization of the Pharmaceutical Plan for Africa (PMPA), leveraging on the AfCFTA with a focus on SDG 1 on poverty reduction, SDG 3 on good health and well-being and SDG 17 on partnerships.



Responding to questions on the effects and challenges of COVID-19 on the availability of essential medicines on the continent, the WHO's Regional Office for Africa's representative, Dr. Iasatou Sougou, said a key lesson learnt from the pandemic was how 'extremely difficult and even impossible' it was for low-income countries to individually procure and negotiate appropriate prices at the international market for supplies.

The African Union Development Agency (AUDA-NEPAD) representative, Ms. Margaret Ndomondo Sigonda, for her part said the limited regulatory capacity of African countries was one of the major challenges hindering the continent's access to much-needed medical products and commodities.

She added that AUDA-NEPAD had a joint programme that provides an enabling environment for local production and supports countries through the Regional Economic Communities (RECs) to streamline their regulatory processes by harmonizing requirements for registration as part of their mandate to facilitate the implementation of the PMPA.

Addressing the role of the private sector in leveraging technology in the health sector, Dr. Anastasia

Nyalita, CEO CLUBS Ambassador, said technology, knowledge, skills and the cost of compliance were opportunities that should be explored by the private sector to help improve the quality of Good Manufacturing Practices (GMPs).

She added pharmaceutical industries on the continent have a critical role to play in ensuring there are safe drugs on the continent.

Responding to questions on how digital technologies have been helping to mitigate the impact of COVID-19, Mr. Alex Gisagara from Rwanda said his government was using robots to collect vitals such as body temperature to reduce infection rates between health workers and patients.

The side event brought together representatives of UN agencies, the African Union Commission, AUDA-NEPAD, State and non-State actors and international NGOs to share technical experiences and solutions in furthering knowledge for improving Africa's access to quality pharmaceuticals and COVID-19 pandemic related commodities.

The ECA works in collaboration with AUC, AUDA-NEPAD, WHO, UNIDO, UNICEF and other partners to promote the AfCFTA-anchored Pharmaceutical Initiative. ■

Les énergies renouvelables constituent un grand moteur de la croissance en Afrique – Jean Paul Adam

La capitale congolaise, vient d'accueillir la troisième session du Forum africain sur la science, la technologie et l'innovation où des centaines de jeunes du continent ont été initiés dans les métiers des STI. C'était aussi un rendez-vous où experts et gouvernants ont débattu les avantages des nouvelles technologies. La transition vers les énergies renouvelables qui représentent désormais le grand moteur de la croissance et pôle de créations d'emplois, préoccupe de plus en plus le continent africain. On en parle avec Jean-Paul Adam, Directeur de la division des technologies, de climat et des ressources naturelles à la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA).

Question Le premier Forum s'est tenu en 2019 et a été marqué par plusieurs recommandations. Il a été notamment demandé aux gouvernements d'investir beaucoup plus dans la science et la technologie, de tirer profit de l'énergie de nos jeunes et promouvoir la préparation intra-africaine dans la science, la technologie et l'innovation. Où en est-on avec toutes ces recommandations ?

Réponse (Jean Paul Adam) :

En Afrique en 2018 nous avions un taux de croissance qui approchait les 4%. Nous ne pouvons pas gagner le pari du développement durable avec un taux de croissance à ce niveau. Il était alors question de changer la donne en se penchant sur la science, la technologie et l'innovation qui nous donnent plusieurs pistes à développer, notamment la quatrième révolution industrielle, c'est-à-dire la numérisation de nos économies.

Depuis ces moments-là plusieurs initiatives de la CEA, en partenariat avec les pays membres, ont permis d'avancer. Nous avons par exemple renforcé les Centres d'innovation

dans différents pays d'Afrique. Nous avons également renforcé les capacités de formation dans les universités en ce qui concerne les technologies, notamment en biotechnologie.

Aussi dans le contexte du Covid-19 il est question d'adapter la technologie aux nouvelles réalisations dans le cadre de la lutte contre cette pandémie.

Question : Vous avez parlé de la volonté d'accompagner les pays dans la création des Centres de recherches et d'innovation. Sous l'impulsion de la CEA, nous sommes déjà à combien de Centres créés ?

Réponse : On a surtout appuyé les Etats membres en ce qui concerne la politique et l'écosystème qui favorise le développement des Centres d'innovation. On a connu un essor des Centres en Afrique.

Le nombre de Centres est passé de 442 en 2018 à 643 en 2019. C'est une suite des recommandations du Forum ; mais aussi l'appui que la CEA a donné aux Etats membres en ce qui concerne la politique pour développer et faciliter la création ces Centres.

Question : le deuxième Forum s'est tenu en 2020. Au nombre des recommandations il y avait cet appel au niveau des pays africains d'essayer de tirer des leçons d'ailleurs et d'investir davantage dans la technologie verte. A quel stade sommes-nous aujourd'hui ?

Réponse : Ce que nous pouvons constater c'est que l'Afrique a reconnu l'importance de cette transition verte. C'est important de reconnaître que c'est une transition parce que l'Afrique a un vrai problème d'accès à l'énergie. Nous avons presque 500 millions d'Africains qui n'ont toujours pas accès à l'électricité.

Pour arriver à connecter tout le continent il faudra plusieurs formes



M. Jean-Paul Adam, Directeur de la division des technologies, de climat et des ressources naturelles à la Commission économique pour l'Afrique

d'investissements, mais on privilégie l'énergie verte.

L'on peut noter à travers les programmes d'investissements régionaux de l'Union africaine (UA) que sur 74 projets qui sont priorisés, la plus grande majorité des projets d'énergie concernent l'énergie renouvelable.

La CEA a beaucoup travaillé avec les Etats membres en ce qui concerne les contributions nationales vis-à-vis de l'accord de Paris de 2015. Ces pays ont bien l'ambition de faire cette transition verte.

Une étude faite récemment par la CEA a démontré une croissance en termes de création d'emplois de plus de 250% par rapport aux emplois qui sont créés dans les hydrocarbures.

Cela démontre l'importance de développer une politique cohérente de la part des pays africains à investir dans les énergies renouvelables comme moteur d'une relance verte pour tout le continent.

Question : on dirait qu'avec l'apport de la CEA l'Afrique est très

Human rights should be integrated into Africa's COVID-19 recovery strategies

A webinar was held Thursday ahead of the seventh Session of the African Regional Forum for Sustainable Development (ARFSD) gathering panelists and experts in human rights, sustainable development and finance who discussed how human rights and sustainable development frameworks can be used to ensure sustainable recovery from COVID-19 in Africa.

The session was chaired by Ms. Francesca Thornberry, Chief Adviser Human Rights and Development at the Danish Institute of Human Rights.

Ms. Hilda Oyella, a human rights officer at UN OHCHR, noted that it was critical that human rights be integrated in COVID-19 recovery plans as 'this gives us an opportunity to make-up for the overdue commitment with human rights and the 2030 Agenda'.

Human rights instruments that can guide COVID-19 recovery include the international human rights law, regional level charters and national level constitutions and statutory laws. Sustainable development goals targets also have linkages to human rights as shown by The Human Rights Guide to Sustainable Development Goals <https://sdg.humanrights.sdk/>

A human rights based approach can be used to support sustainable COVID-19 recovery, the panelists agreed. Governments need to look at barriers of access and how this can be factored into frameworks. They need to strengthen their healthcare systems in a manner that is holistic to human rights standards; address unemployment and job security issues while ensuring equality and non-discrimination.

Trust in institutions driving sustainable recovery is a key factor to

ensure effective recovery. Institutions that enjoy public trust have been more effective in their recovery processes, the panelists noted. These institutions are usually accountable, transparent and include participation from everyone, and also taking into account data from everyone.

"This crisis could be a fertile time for policy experimentation," said Mr. Thomas Probert, Head of Research for Freedom from Violence.

He said human rights institutions can be enablers of sustainable recovery.

Leaving no-one behind

Ms. Hellen Malinga Apila, Gender and Sustainable Development Expert at The African Women's Development and Communications Network (FEMNET), said the discrimination of women during the pandemic has been of major concern, especially as women and girls bear the burden of care. A lot of women work in the informal sector and in industries that have been adversely affected by the pandemic like travel, hospitality and tourism.

She said governments should ensure legal frameworks give women equal opportunities, adding they should also conduct sex disaggregated studies and document the contribution of women in the informal sector.

A lot of measures put in place by governments have not been able to cushion ordinary people from the effects of the pandemic, resulting in a sharp rise in inequality and poverty. Mr. Theo Chiviru, Senior Regional Co-ordinator, Africa and Middle East for the Open Government Partnership's Support Unit, stated that citizens have a right to know how governments raise funds and spend them.



Governments, he said, need to have transparent processes and ensure that citizens participate in them. Mr. Chiviru said citizens should be part and parcel of recovery strategies, adding feedback channels were also needed.

Dr. Bernard Mogesa, Commission Secretary and Chief Executive Officer at the Kenya National Commission on Human Rights (KNCHR), said governments need to ensure that there is no discrimination during the COVID-19 vaccine rollouts.

Mr. Mogesa noted that governments need to lessen the economic burden on their citizens through social protection measures.

The panelists agreed that human rights needed to be upheld in the recovery process and that health protocols outlined by the World Health Organization should be adhered to in the process. ■

L'événement parallèle du FRADD se concentre sur la manière dont l'Afrique peut fabriquer pour répondre à ses propres besoins pharmaceutiques

Les événements parallèles de la septième session du Forum régional africain pour le développement durable (ARFSD) ont débuté virtuellement ce jeudi ; la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a quant à elle, organisé un sur l'Initiative pharmaceutique dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine axée sur les enseignements tirés et les expériences dans les efforts du continent à fabriquer et répondre à ses propres besoins pharmaceutiques.

L'Initiative a été lancée en novembre 2019 dans le but d'améliorer l'accessibilité, la qualité et la sécurité des médicaments et des produits médicaux en Afrique. Le modérateur de l'événement parallèle, M. Francis Ikome, Chef de la Section de l'intégration régionale de la CEA, souligne que « nous ne pouvons pas aspirer à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et ceux de l'Agenda 2063 si la population africaine n'est pas en bonne santé ».

Dans son discours de bienvenue, M. Stephen Karingi, Directeur de la Division de l'intégration régionale et du commerce, déclare que l'objectif principal de l'événement est de partager les leçons et expériences clés qui illustrent le déficit de la demande des femmes et offrent des opportunités commerciales pour le secteur privé grâce à l'agrégation des pays africains en un marché unique par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA).

Pour sa part, Mme Jane Karonga, Chargée des affaires économiques auprès de la CEA, affirme que le but de l'Initiative pharmaceutique est de promouvoir une croissance sociale et économique durable grâce à la réalisation du Plan pharmaceutique pour l'Afrique (PMPA), en tirant parti de la ZLECA



et en mettant l'accent sur l'ODD 1 qui consiste à réduire la pauvreté, l'ODD 3, accorder la santé et promouvoir le bien-être et l'ODD 17, établir des partenariats.

Répondant aux questions sur les effets et les défis de la COVID-19 sur la disponibilité des médicaments essentiels sur le continent, le représentant du Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, le Dr Aissatou Sougou, déclare qu'une des principaux enseignements tirés de la pandémie était de savoir à quel point « il était extrêmement difficile et même impossible aux Pays à faible revenu de se procurer individuellement et de négocier des prix appropriés sur le marché international pour les fournitures ».

La représentante de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), Mme Margaret Ndomondo Sigonda, déclare pour sa part que la capacité réglementaire limitée des pays africains est l'un des principaux défis entravant l'accès du continent aux installations de santé et médicaments indispensables.

Elle ajoute qu'AUDA-NEPAD a un programme conjoint qui fournit un environnement propice à la production locale et aide les pays à travers les Communautés économiques régionales (CER) à rationaliser leurs processus réglementaires en harmonisant les exigences d'enregistrement dans le cadre de leur

mandat afin de faciliter la mise en œuvre de la PMPA.

Abordant le rôle du secteur privé dans l'exploitation de la technologie dans le secteur de la santé, le Dr Anastasia Nyalita, Ambassadrice du Club des PDG (CEO CLUBS), déclare que la technologie, les connaissances, les compétences et le coût de la conformité sont des opportunités qui doivent être explorées par le secteur privé pour aider à améliorer la qualité des Bonnes pratiques industrielles (BPI).

Elle ajoute que les industries pharmaceutiques du continent ont un rôle essentiel à jouer pour garantir la sécurité des médicaments sur le continent.

Répondant aux questions sur la manière dont les technologies numériques ont contribué à atténuer les effets de la COVID-19, M. Alex Gisagara du Rwanda déclare que son gouvernement utilise des robots pour collecter des signes vitaux tels que la température corporelle afin de réduire les taux d'infection entre les agents de santé et les patients.

L'événement parallèle a réuni des représentants des institutions des Nations Unies, de la Commission de l'Union africaine, d'AUDA-NEPAD, des acteurs étatiques et non étatiques et des ONG internationales pour partager des expériences techniques et des solutions visant à approfondir les connaissances et ce dans le but d'améliorer l'accès de l'Afrique à des produits pharmaceutiques de qualité et à des produits de base relatifs à la pandémie COVID-19.

La CEA travaille en collaboration avec la CUA, AUDA-NEPAD, l'OMS, ONUDI, UNICEF et d'autres partenaires pour promouvoir l'Initiative pharmaceutique de la ZLECA. ■

Young Africans create software thanks to UN bootcamp

The just-ended third African Regional Science, Technology and Innovation Forum (ARSTI2021), which was held in the Congolese capital and online, saw several innovative young Africans, among 200 who took part in a bootcamp, create software projects and print objects in 3D.

They learned basic techniques in Science, Technology and Innovation (STI), artificial intelligence and robotics.

Convinced that young Africans were more interested in social sciences, the UN Economic Commission for Africa (ECA), UNESCO, and other partners initiated the bootcamp to arouse interest in scientific and technological careers among young people on the continent.

It is a question of imparting practical knowledge to the youths, so as to let them easily find professional niches in the future, according to the Executive Secretary of the ECA, Ms. Vera Songwe.

"The STI sessions remain important for girls and boys, because if they are the ones who would find an effective cure for malaria tomorrow, it would be a relief for the whole continent," she said.

Ms. Songwe encouraged exchanges between knowledge institutions and African universities to mobilize the entire continent around developing STI.

During the four-day bootcamp, young innovators, mainly from African high schools and universities, linked theory to practice.

After the training, many succeeded in creating software and printing objects in 3D.

"I am now able to create big data software that allows the management of telephone, banking, Internet and other data," said Claude Candide Moukala, a student in Master 2 mathematics.

Training young people in STI is also seen as essential by Salah



Bootcamp students in class

Khaled, who heads the Central Africa Office of UNESCO.

"The bootcamp brings together young people to give them pre-requisites. The ultimate idea is to generate enthusiasm among these young people for scientific professions so that they become ambassadors of STI in their respective environments," he noted.

Congo hosted ARSTI2021 after Morocco in 2019 and Zimbabwe in 2020. The country will chair this Forum until 2022.

The Congolese government hailed the efforts of partners, in particular ECA and UNESCO for their involvement in STI training for young people who represent the future of the African continent.

For Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, Congolese Minister of Scientific Research and Technological Innovation, "STI will

play a decisive role in creating conditions conducive to the rapid transition of our countries to the status of emerging economies, and constitutes a driving force for achieving the sustainable development goals."

"Higher education institutions and public and private research organizations are essential to reach the stage of innovation required to enhance productivity, the development of value chains and competitiveness," he said.

Mr. Coussoud Mavoungou recognized the private sector as "a key partner in making STI an effective and sustainable instrument for the development of Africa".

The Forum allowed participants to also discuss how STI can help the continent to achieve the sustainable development goals and Africa's Agenda 2063. ■

Exploiter le potentiel de l'Intelligence artificielle... (suite de la page 2)

IST, compte tenu de ses dotations en nature et en biodiversité - « notre garantie la plus sûre » - déclare, Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, Ministre de la recherche scientifique et de l'innovation technologique du Congo et Président entrant du Forum.

ARSTI2021 propose plusieurs débats et sessions en petits groupes pour suivre et examiner les progrès

réalisés depuis les deux premières sessions de 2019 et 2020.

D'ici la fin du Forum ce vendredi, les discussions auront identifié les mécanismes et les mesures potentiels que les pays africains peuvent déployer pour tirer parti des STI afin de réaliser les Objectifs de développement durable et les aspirations de l'Agenda 2063. ■

L'égalité des sexes est une nécessité pour nos jeunes filles, déclare Ruzvidzo, de la CEA

« Nous devons à Nos jeunes filles méritent de développer de meilleurs systèmes visant à favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique », déclare Thokozile Ruzvidzo, Directrice de la Division du genre, de la pauvreté et de la politique sociale, à la Commission économique pour l'Afrique (CEA), ce vendredi 26 février 2021.

Elle explique lors d'une table ronde virtuelle, intitulée « Partager la prise de décision entre les femmes et les hommes : Une opportunité pour l'Afrique », que la CEA « travaille en étroite collaboration avec les États membres » pour renforcer l'autonomisation des femmes grâce à la collecte et l'analyse de données, et aux rapports sur les questions touchant les femmes.

Mme Ruzvidzo cite un rapport de 2019 de la CEA intitulé, « Les écosystèmes de la finance numérique - Voies vers l'autonomisation économique des femmes en Afrique », comme l'un des nombreux produits du savoir que la Commission apporte à ses États membres.

L'aide aux États membres passe également par le renforcement des capacités, comme c'est le cas avec l'Institut de développement et de planification économique (IDEP), qui propose de nombreuses formations gratuites sur l'égalité des sexes. IDEP est un bras de la CEA.

Mustapha Sadni Jallab, qui dirige la Division de la recherche et de la formation à IDEP, souligne l'importance de l'intégration de la dimension genre dans les politiques commerciales telles que l'Accord de la Zone de libre-échange continental africain (ZLECA).

Nathalie Philes, Présidente de la Plate-forme d'action pour le genre et la gouvernance (2GAP), met en garde qu'aucun défi mon-



Mme. Thokozile Ruzvidzo, Directrice de la Division du genre, de la pauvreté et de la politique sociale, à la Commission économique pour l'Afrique

dial ne sera relevé sans une participation égale des femmes. Elle fait remarquer que 2GAP contribue à l'égalité des sexes en rassemblant un réseau de femmes professionnelles pour interagir avec d'autres professionnels des secteurs privé et public.

Dans le même esprit, Yinka Ajibola, Présidente des femmes d'affaires et professionnelles, souligne que « lorsque nous collaborons davantage, nous obtenons plus ». Et met l'accent sur le rôle du plaidoyer dans la réalisation de l'égalité des sexes, notant que les femmes doivent être encouragées à prendre des risques dans tous les secteurs et à renforcer leur confiance en elles.

Pour sa part, Liévin Feliho, Président du Cercle humaniste de l'engagement et de la réflexion sur l'avenir de l'Afrique, exprime l'espoir d'une Afrique où le développement est motivé par les personnes, s'appuyant sur le potentiel qu'offrent les populations, en particulier les femmes et les jeunes et de la prise en charge des enfants.

La session a été organisée dans le cadre des activités préalables au 7ème Forum régional africain pour le développement durable, qui se tiendra du 1er au 4 mars 2021.

Les panélistes notent, entre autres, que la COVID-19 a montré les vastes effets de l'inégalité entre les hommes et les femmes et que les femmes doivent faire partie intégrante des initiatives de reconstruction. Ils conviennent également de la nécessité d'investir davantage dans le développement des capacités humaines. Un autre point clé à retenir concerne la prise en considération de l'inégalité entre les hommes et les femmes comme une question importante de collaboration et non de concurrence.

Mme Ruzvidzo annonce que la CEA publiera un rapport en ligne avec le thème de la Journée de la femme pour 2021 - « Les femmes dans le leadership : Réaliser un avenir égal dans un monde en temps de COVID-19 ». La session était animée par Flávia Ba, Chargée de recherche, à IDEP. ■

Gender equality is a must for our young girls, says ECA 's Ruzvidzo

"We owe it to our young girls to develop better systems that foster gender equality in Africa," said Thokozile Ruzvidzo, Director of Gender, Poverty and Social Policy at the Economic Commission for Africa (ECA), on Friday 26 February 2021.

She explained during a virtual panel discussion, dubbed "Sharing decision-making between women and men: an opportunity for Africa," that ECA was "working closely with member states" to enhance women's empowerment through data collection and analysis, and reporting on issues affecting women.

Ms Ruzvidzo cited a 2019 report by the ECA titled "Digital Finance Ecosystems – Pathways to Women's Economic Empowerment in Africa," as one of several knowledge products the Commission contributes to its member states.

Assistance to member states is also done through capacity building, as is the case with the Institute for Economic Development and Planning (IDEP), which offers many free trainings on gender equality. IDEP is an arm of the ECA.

Mustapha Sadni Jallab who heads IDEP's Research and Training Division highlighted the importance of incorporating gender into trade policies such as the African Continental Free Trade Agreement (AfCFTA).

Nathalie Philes, President of the Gender and Governance Action Platform (2GAP) cautioned that no global challenge will be met without equal participation of women. She noted that 2GAP contributes to gender equality by bringing together a network of women professionals to interact with other private and public sector professionals.

In the same light, Yinka Ajibola, Chair of Business and Professional Women Abuja Premier, pointed out that "when we collaborate more, we achieve more." She emphasised on the role of advocacy in achieving gender equality, noting that women need to be encouraged to take risks in all sectors and to build confidence in themselves.

For his part, Liévin Feliho, President, The Humanist Circle of Commitment and Reflection on the Fu-

ture of Africa, expressed hope for an Africa where development is people driven, relying upon the potential offered by people, especially its women and youth and caring for children.

The session was organised as part of activities leading to the 7th African Regional Forum on Sustainable Development, which is set for 1 - 4 March 2021.

Panelists noted, among other things, that COVID-19 has shown the vast effects of gender inequality and that women must be an integral part of build-back initiatives. They also agreed on the need to invest more in human capacity development. Another key takeaway was that gender inequality must be seen as an important issue for collaboration and not of competition.

Ms Ruzvidzo announced that ECA will be publishing a report in line with the 2021 women's day theme - "Women in Leadership: Achieving an Equal Future in a COVID-19 World." The session was moderated by Flávia Ba, a Research Officer at IDEP. ■

Les énergies renouvelables constituent... (suite de la page 5)

bien partie sur la voie des énergies renouvelables...

Réponse : Je crois que l'Afrique est bien lancée vis-à-vis de son ambition de faire la transition vers les énergies renouvelables. Il faut reconnaître qu'il y a beaucoup de défis autour des financements.

Le Fonds vert pour le climat a certaines ressources. Mais, la promesse d'injecter 100 milliards de dollars par année n'a pas été tenue conformément à l'accord de Paris.

Nous sommes aussi dans de nouvelles circonstances avec le Covid-19. Et, le troisième Forum que Brazzaville a abrité était l'occasion de reconnaître que l'Afrique doit innover et trouver de nouvelles solutions adaptées à la réalité actuelle. Sinon ça ne sera pas évident de trouver des investissements nécessaires.

Il y a bien des opportunités qui existent. On l'a constaté dans les projets que la CEA dirige avec les pays membres, notamment la plateforme d'information contre le Covid-19.

La République du Congo a été le pays qui a lancé la Plate-forme africaine de communication et d'information pour la santé et l'action économique (ACIP) avec la CEA qui permet de transférer les informations en temps réel entre les praticiens dans le domaine de la santé, mais aussi avec le public.

On a vu aussi la plateforme d'achat du matériel en ce qui concerne la lutte contre le Covid-19 qui démontre la croissance du commerce numérique en Afrique.

Les possibilités sont à la fois de réduire les coûts, mais aussi pour

les entrepreneurs africains qui profitent de ce milieu numérique en s'appuyant sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAF) pour mieux faire le commerce dans la sous-région.

Ce troisième Forum a été l'occasion de travailler avec de jeunes entrepreneurs qui peuvent utiliser cette opportunité numérique. Cette année, suivant l'édition 2020, on a fait également un bootcamp ; un atelier qui donne aux jeunes des compétences sur des technologies émergentes comme l'intelligence artificielle et la robotique.

Ceci permet aux jeunes de se lancer dans l'entrepreneuriat basé sur l'innovation. C'est une chance pour l'Afrique. ■

ARFSD in pictures

